BODACC

BULLETIN OFFICIEL DES
ANNONCES CIVILES ET COMMERCIALES
ANNEXÉ AU JOURNAL OFFICIEL DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREMIER MINISTRE
Liberté
Égalité
Fraternité
Direction de l'information légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE
26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15
www.dila.premier-ministre.gouv.fr
www.bodacc.fr
-

BODACC « A »

Annonce n° 4671

27 – EURE

TRIBUNAL DE COMMERCE DE BERNAY

Jugement d'ouverture

Date : 23 octobre 2025.
Jugement d'ouverture de liquidation judiciaire.
810 915 900 RCS Bernay.
CHEZ PIMLINE SERVICES A LA CARTE.
Forme : Société par Actions Simplifiée.
Activité : l'exploitation de chambres d'hôtes et de tables d'hôtes ainsi que toutes prestations annexes à la location de chambres d'hôtes notamment spa journées détente salon de thé location de vélos vente de produits du terroir et de produits de première nécessité la réalisation de prestations de services auprès de particuliers notamment petits travaux de jardinage et débroussaillage entretien de la maison et travaux ménagers, travaux de petit bricolage " hommes toutes mains ", soutien scolaire et cours à domicile, préparation de repas à domicile y compris le temps passé aux commissions, livraison de repas à domicile, collecte et livraison de linge repassé, libraison de courses à domicile, soins et promenade d'animaux de compagnie des personnes dépendantes à l'exception des soins vétérinaires et du toilettage, maintenance entretien et vigilances temporaires à domicile de la résidence principale et secondaire, assistance administrative à domicile..
Adresse : 263, rue de l'Ecole, 27680 Saint-Aubin-sur-Quillebeuf.
Complément de jugement : Jugement prononçant la liquidation judiciaire, date de cessation des paiements le 1 décembre 2024, désignant liquidateur Selarl Mandateam Prise en la Personne de Maître Maxime Diesbecq 9 rue Henry Ducy BP 981 27009 Évreux. Les déclarations des créances sont à adresser au liquidateur judiciaire ou sur le portail électronique prévu par les articles L. 814-2 et L. 814-13 du code de commerce dans les deux mois à compter de la présente publication.